



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Nîmes, le 29 7 JUIL. 2017

Service Eau et Inondation
Unité Risques Inondation

Affaire suivie par : Mathieu Bourgoïn
Tél : 04.66.62.63.70
Courriel : mathieu.bourgoïn@gard.gouv.fr

ARRETE N° 30-2017-07-17-017

portant approbation d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi)
sur la commune de VERGEZE

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.126-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-349-0029 du 15 décembre 2010 portant révision partielle du Plan de Prévention des Risques « Le Rhony », approuvé par arrêté préfectoral du 02 avril 1996, sur la commune de VERGEZE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30-2016-10-11-020 du 11 octobre 2016 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation de la commune de VERGEZE;

Vu l'avis favorable avec réserves du Conseil Municipal de la commune de VERGEZE, en date du 28 septembre 2016 ;

Vu l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture du Gard, en date du 13 octobre 2016 ;

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Départemental du Gard ;

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Midi Pyrénées Languedoc Roussillon ;

Vu l'avis réputé favorable du Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Gard;

Vu l'avis non réglementaire favorable avec réserves de la communauté de communes Rhony Vistre Vidourle, en date du 20 octobre 2016 ;

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 27 février 2017 et l'additif au rapport de la commission d'enquête en date du 3 mars 2017 ;

Vu le rapport du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard du 30 juin 2017 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,

ARRETE

Article 1er :

Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de la commune de VERGEZE est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Il emporte révision partielle du Plan de Prévention des Risques « Le Rhony » approuvé par arrêté préfectoral le 02 avril 1996 en tant qu'il l'annule et le remplace sur la commune de VERGEZE ;

Article 2 :

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un résumé non technique,
- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes: cartes d'aléa et de la crue de référence, rapport hydraulique et ses annexes

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de VERGEZE,
- de la Préfecture du département du GARD,
- de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- la commune de VERGEZE,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie,
- la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère en charge de la Transition Écologique et Solidaire ;

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de VERGEZE pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 6 :

En application de l'article L.562-4 du Code de l'Environnement, le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, le Maire devra annexer le présent PPRi au document d'urbanisme de la commune, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, 16, Avenue Feuchères CS 88010 – 30941 Nîmes Cedex 9, dans un délai de 2 mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et Monsieur le Maire de VERGEZE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,



Didier LAUGA



**PRÉFET
DU GARD**

Liberté
Égalité
Fraternité

o : Annick
(à transmettre à Alteréo)
c : DGG

**Direction départementale
des territoires et de la mer**



Le préfet

à

Monsieur le Maire
Place de la mairie
30310 VERGEZE

Service Eau et Risques

Affaire suivie par : Stéphanie GRILLERE
stephanie.grillere@gard.gouv.fr

Nîmes, le **06 SEP. 2023**

Lettre RAR

Objet : Abrogation partielle du PPRI « Moyen Vistre »
pour la commune de Vergèze

Réf : 2023-

PJ. : arrêté préfectoral n°30-2023-08-08-00003

Le périmètre d'application de l'article R-111-3 du Code de l'urbanisme, valant Plan de Prévention des Risques (PPR) sur le secteur « Moyen Vistre », approuvé par arrêté préfectoral n°94.02945 du 31 octobre 1994, a été remplacé, sur la commune de Vergèze, par un PPRI communal approuvé le 17 juillet 2017.

Au vu de l'approbation d'un PPRI plus récent et exhaustif en termes de couverture du risque inondation, Le PPRI « Moyen Vistre » ne présente plus d'intérêt en matière de prévention du risque inondation et a donc été partiellement abrogé par arrêté préfectoral.

J'ai donc l'honneur de vous transmettre l'arrêté portant abrogation partielle du PPRI « Moyen Vistre » pour votre commune.

Je vous rappelle qu'en vertu de l'article 3 du présent arrêté, celui-ci devra faire l'objet d'une mesure d'affichage obligatoire dans vos locaux dans un délai d'un mois à compte de la présente notification.

Le Chef du Service Eau et Risques

Le chef du service eau et risques


Vincent COURTRAY

ARRÊTÉ N° 30-2023-08-08-00003

portant abrogation partielle du plan de prévention des risques inondation (PPRI) « Le Rhony »
sur la commune de VERGEZE

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels ;

VU le périmètre des zones inondables soumises à l'article R-111-3 du code de l'urbanisme, valant Plan de Prévention des Risques (PPR) sur le secteur « Moyen Vistre » approuvé par arrêté préfectoral n°94.02945 du 31 octobre 1994 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-116-34 du 26 avril 2006 prescrivant l'élaboration du PPR Moyen Vistre, sur les communes de Aubord, Bernis, Bouillargues, Caissargues, Le Cailar, Milhaud, Nîmes, Rodilhan, Uchaud, Vauvert, Vergèze et Vestric-et-Candiac ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-349-0029 du 15 décembre 2010 portant révisions partielles du périmètre d'application de l'article R-111-3 du code de l'urbanisme, valant Plan de Prévention des Risques, sur le secteur « Moyen Vistre », approuvé par arrêté préfectoral n°94.02945 du 31 octobre 1994, et du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) « Rhony », approuvé par arrêté préfectoral n°96.00939 du 02 avril 1996 sur la commune de Vergèze ;

VU l'arrêté préfectoral n°30-2017-07-17-017 du 17 juillet 2017 portant approbation du PPRI sur la commune de Vergèze ;

VU le décret du 17 février 2021, publié au journal officiel du 18 février 2021, portant nomination de Mme Marie-Françoise LECAILLON en qualité de préfète du Gard ;

CONSIDERANT que la commune de Vergèze faisait partie du périmètre des zones inondables soumises à l'article R-111-3 du code de l'urbanisme valant Plan de Prévention des Risques, sur le secteur « Moyen Vistre » approuvé par arrêté préfectoral n°94.02945 du 31 octobre 1994 ;

CONSIDERANT que le Périmètre d'Application de l'article R-111-3 du code de l'urbanisme a été révisé partiellement par arrêté préfectoral n°2010-349-0029 du 15 décembre 2010, sur la commune de Vergèze ;

CONSIDERANT que le PPRI de Vergèze, approuvé le 17 juillet 2017, s'appuyait sur une modélisation hydraulique de l'aléa inondation du Vistre, du Rhony et de leurs affluents plus précise que la connaissance de ces mêmes aléas ayant servi à l'élaboration du PPR « Moyen Vistre » et du PPRI « Le Rhony » sur le territoire de la commune de Vergèze ;

CONSIDERANT ainsi que la servitude instaurée par le PPR « Moyen Vistre » et le PPRI « Le Rhôny » n'ont plus d'intérêt vis-à-vis de la prévention du risque inondation sur la commune de Vergèze,

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le périmètre des zones inondables soumises à l'article R-111-3 du code de l'urbanisme, valant Plan de Prévention des Risques, (PPR) sur le secteur « Moyen Vistre » approuvé par arrêté préfectoral n°94.02945 du 31 octobre 1994 est abrogé partiellement sur la commune de Vergèze.

Il est remplacé sur la commune de Vergèze par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) « Le Rhony » approuvé par arrêté préfectoral du 17 juillet 2017.

Cette abrogation est effective à la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 2 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- la commune de VERGEZE,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie,
- la Communauté de communes Rhony, Vistre, Vidourle,
- le syndicat mixte du SCOT Sud Gard.

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de VERGEZE et dans les locaux du syndicat mixte du SCOT Sud Gard pendant un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16, avenue Feuchères CS 88010 – 30941 Nîmes cedex 9, dans un délai de 2 mois à compter de l'exécution des formalités de publicité. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard et Monsieur le maire de VERGEZE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nîmes, le 08 août 2023

La préfète,

Pour la Préfète,
la Sous-Préfète,
secrétaire générale adjointe
CHLOE DEMEULENAERE